

CHAPITRE I

Partis faire fortune en Suède

Harg, à une centaine de kilomètres au nord de Stockholm, sur la côte de la mer Baltique. C'est ici, notamment, que les barres de fer produites par les forges wallonnes de Suède étaient stockées au départ de la région de l'Uppland, comme de vrais trésors que l'on entreposait dans de vastes hangars tels le *Järnbod* encore debout. De là, le fer wallon partait par bateau vers la capitale, d'où la majeure partie de cette production (5.500 tonnes annuelles au XVIII^e siècle) était exportée, pour moitié vers la Grande-Bretagne. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la production et le commerce de ce fer de très grande qualité feront la fortune des maîtres de forge wallon établis en Suède, dont les plus célèbres sont le Liégeois Louis de Geer et ses descendants.

L'histoire des Wallons de Suède commence pourtant avec d'autres Liégeois, les frères de Besche, qui s'y établissent dès la fin du XVI^e siècle pour y pratiquer l'industrie du fer. Louis de Geer entrera en contact avec eux un quart de siècle plus tard. Né à Liège en novembre 1587, Louis de Geer porte le même prénom que son père, qui aurait été apparenté aux grandes familles liégeoises des Hamal et des Briamont. Converti au protestantisme, celui-ci émigre en Hollande, à Dordrecht puis à Amsterdam, bien établi comme banquier. Mais les attaches avec la vallée mosane n'ont pas été rompues pour autant : c'est une Liégeoise, Adrienne Gérard, que Louis Junior épouse en 1612.

Quand le roi de Suède cherche en 1616 à emprunter de l'argent, il entre en contact avec de Geer à Amsterdam et ce dernier en profite pour nouer des relations d'affaires avec les frères de Besche, déjà présents en Suède depuis 1595. Comme un autre marchand banquier liégeois célèbre (Jean Curtius) le fit en Espagne, de Geer commence par fournir des munitions aux Suédois, puis il recrute des ouvriers wallons, à partir de 1618 sans doute, 1627 certainement, pour travailler dans ses usines suédoises, dont il a confié la direction sur place à Guillaume de Besche.

Louis de Geer peut également s'appuyer sur son cousin et beau-frère Mathieu de Geer, maître de forges en Ardenne : celui-ci était le plus important fondeur de fer de la région de Durbuy et possédait des entrepôts à Barvaux. C'est que l'Ardenne est alors une terre d'industrie métallurgique, comme en témoignent encore les vestiges des anciennes forges de Mellier, sur la commune de Léglise, au milieu d'un superbe site classé. Parti en Suède à la demande de son cousin, c'est de là que Mathieu de Geer, vers 1627-1628, écrivit à un ami de Barvaux pour que celui-ci organise, dans la région, le recrutement d'ouvriers wallons – qui explique aujourd'hui le jumelage entre Yvoir et la commune suédoise de Finspang (où une « place des Wallons » a été inaugurée en juin 2010) en 1967 et celui entre Durbuy et Osthhammer en 2000.

Ce sont quelque 5.000 ouvriers wallons recrutés par les de Geer, et leurs familles, originaires de la vallée mosane pour la plupart mais aussi de l'Ardenne donc, qui émigrèrent en Suède, plus pour fuir la misère et les exactions qui accompagnaient les passages de troupes (comme aujourd'hui vers nos contrées...) que pour des motifs religieux semble-t-il, bien que cette dimension ait pu jouer un rôle également. L'activité des usines suédoises de de Geer est tellement dynamisée par la qualité de sa main-d'œuvre jointe à celle du minerai local que de Geer se déplace lui-même en Suède en 1628, après avoir obtenu la nationalité suédoise.

Après treize années de navettes entre Amsterdam et l'Uppland, de Geer, devenu un grand serviteur de la Suède comme producteur de fer mais d'armes également, s'y installe complètement en 1641, année où il est anobli par la reine Christine. Ses descendants vivront jusqu'il y a peu dans le manoir familial de Leufsta, mais lui-même mourra à Amsterdam en

1652 en leur laissant un véritable empire commercial et industriel, qui sera pour certains un tremplin vers la politique : deux Louis de Geer (1818-1896 et 1854-1935) deviendront Premier ministre de Suède, respectivement à la fin du XIXe et au début du XXe siècle.

Si l'actuel Louis de Geer ne parle plus le français (il est le premier dans ce cas) et n'habite plus le manoir de Leufsta transformé en musée, il en connaît toutes les pièces pour y avoir passé son enfance et commente avec précision chaque portrait, chaque objet, chaque témoin historique, tel ce grand tableau représentant les bâtiments et l'agencement du « bruk » de Leufsta à l'époque de son édification.

C'est surtout au milieu du XVIIe siècle, dans les années 1643 et 1650, que se situent de fortes implantations wallonnes en Suède, sur les terres de de Geer mais aussi, peu à peu, dans d'autres sites métallurgiques. Ces implantations prennent la forme de petits villages, les *vallonbruk* en suédois ; il en existe encore une vingtaine aujourd'hui, accueillant des visiteurs venus découvrir leur centre historique : les forges bien sûr si elles subsistent, le manoir patronal, l'église, les maisons ouvrières.

Le *bruk* de Leufsta accueillit au XVIIe siècle une centaine de travailleurs wallons et leurs familles et il comptait un millier d'habitants en 1780. La plupart des autres *vallonbruk* étaient moins peuplés. Mais tous formaient des communautés nettement plus importantes que les quelques familles suédoises regroupées habituellement autour des forges dans le pays. Chaque « village wallon » était une espèce de micro-société dominée par le manoir du propriétaire des lieux, un petit château comportant ses jardins, ses écuries, sa domesticité. Les habitations ouvrières, gratuites pour les travailleurs de la forge, étaient plus confortables par rapport aux conditions de logement des ouvriers suédois en général, sans respirer pour autant le luxe bien sûr. Comme à Bois-du-Luc en Wallonie au XIXe siècle, le contraste était frappant entre la demeure patronale et celles de « ses » travailleurs.

Insistons sur le *ses*, car le village de forge wallon, et l'entreprise qui le sous-tend, reposent sur tous les mécanismes d'un paternalisme sociale accompli. Les travailleurs y bénéficient de logement, de soins médicaux, de la scolarité pour leurs enfants, etc, si bien qu'au XXe siècle les hommes politiques suédois cherchant à s'appuyer sur des modèles lors de la mise en place progressive de « l'Etat Providence » verront son ancêtre dans les *vallenbruk*. Mais qui dit paternalisme dit aussi aliénation : le magasin du village fournit aux travailleurs tout ce dont ils ont besoin en en retirant le prix de leur paie, et le logement gratuit fait partie intégrante de celle-ci... Il n'empêche que cette « sécurité sociale » avant la lettre, inventée par les forgerons wallons de Suède, permet aussi aux travailleurs du fer de s'accommoder plus facilement d'un travail très pénible à la forge.

Notons au passage que si les « villages wallons » de Suède préfiguraient à certains égards l'Etat-Providence, l'histoire du logement ouvrier en Wallonie commença, elle, dans la ville qui fut, dans le textile et grâce au père de John Cockerill, le berceau de la révolution industrielle en Belgique et sur le continent européen, Verviers. En 1808, reprenant un projet datant des dernières années du XVIIIe siècle, la famille des industriels Biolley fait construire par l'architecte Douha sur le site dit des « Grandes Rames », à proximité de ses fabriques, six maisons adjacentes, qui seront devenues neuf en 1826 et dix en 1829. Selon l'historien Pierre Lebrun, il s'agit là probablement, en dehors des *vallenbruk* de Suède, du « premier ensemble systématique de maisons ouvrières du monde », c'est-à-dire de la première édification méthodique de logements spécifiques à destination exclusive d'ouvriers.

Ces dix maisons ont tout d'une vaste caserne : elles sont alignées en deux blocs parallèles séparés par une rue centrale. Chacune compte quatre niveaux et quatre chambres ou « quartiers » par niveau, soit donc une seule pièce d'une superficie de 18 mètres carrés environ par famille, si bien que quelque 7 à 800 personnes peuvent s'entasser dans l'ensemble.

L'objectif, via ces locations, [était](#) de maintenir les travailleurs en ville, dans un état de « précarité assistée ». C'est ce regard lucide qu'il faut jeter sur ce premier exemple de paternalisme, tout comme sur les cinquante-cinq lits installés dans un dortoir non chauffé par un autre grand industriel verviétois, Simonis, en 1811, dans son usine des Surdents. Les maisons ouvrières des Grandes Rames ont été sauvées de la démolition dans les années '80 grâce à la mobilisation de plusieurs historiens. Elles ont été vendues par le cpas de Verviers à une des sociétés locales de logement social, et réhabilitées en 1994, sans que rien, malheureusement, n'y rappelle l'histoire dont elles témoignent encore aujourd'hui.

Une douzaine d'années après Biolley à Verviers, c'est le patron de charbonnages Henri De Gorge qui initie en 1820, en faisant appel à l'architecte tournaisien Bruno Renard, la création [au Borinage](#) d'un véritable « village industriel » au Grand Hornu (sur le site abritant aujourd'hui le Musée d'Art contemporain dirigé par Laurent Busine), comprenant les ateliers, les bureaux, la demeure patronale, quelque 450 maisons et divers équipements de loisirs et de confort, afin disait De Gorge, « d'attirer la main d'œuvre par l'appât d'un bien-être inouï ». C'est la même logique que l'on retrouve dans la région du Centre, où la Société des charbonnages du Bois-du-Luc fait construire à partir de 1838 [plus de 200 logements](#), chacun de deux pièces avec jardinet, mais aussi un café et une épicerie au centre de la cité, auxquels s'ajouteront peu à peu une salle des fêtes, des écoles, une église, etc. A la fin du siècle, on construira aussi une véritable enceinte percée de portes monumentales à guillotine à l'entrée des espaces de travail afin d'isoler ceux-ci en cas de mouvements sociaux. Le charbonnage de Bois-du-Luc s'arrêtera en 1973. La cité échappera à la destruction grâce à la mobilisation des habitants. Un Ecomusée s'installe en 1983, le site est classé en 1996 et reconnu patrimoine exceptionnel [de Wallonie dix ans plus tard](#).

Revenons à nos Wallons de Suède, qui compteraient aujourd'hui environ un million de descendants, dont l'historienne Virginie Delporte (à qui ces lignes doivent beaucoup) s'attache à retracer l'histoire. Parmi leurs ancêtres, ce sont les ouvriers d'élite, les forgerons, qui sont restés le plus longtemps et le plus fréquemment attachés à leurs traditions d'origine et à leur village d'implantation, où ils se succédaient à la forge de génération en génération. Comme Hans Gille, aujourd'hui le dernier forgeron wallon encore vivant, qui apprécie jusqu'à la bière wallonne dont ses lointains aïeux importèrent la fabrication – par goût, simplement – bien avant que les patrons anonymes des géants brassicoles du XXI^e siècle n'entreprennent de la délocaliser pour accroître, eux, leurs profits.

Hans Gille est un des « anciens » qui fait régulièrement revivre les gestes des forgerons de jadis, dans la forge d'Österby, la dernière forge wallonne encore existante. Bien que remaniée au XVIII^e siècle, elle date des débuts de l'implantation wallonne en Suède. Restaurée entre 2004 et 2007, elle accueille désormais des touristes chaque été, lors de démonstrations en vêtements de travail d'antan.

C'est l'occasion d'expliquer en quoi la technique de forge dite wallonne, reposant principalement sur l'existence de deux fours (un pour fondre et un pour affiner) au lieu d'un seul, diffèrait de la technique dite allemande auparavant utilisée en Suède. C'est cette technique, et la main-d'œuvre wallonne seule capable initialement de la mettre en œuvre, qui fut au XVII^e siècle à l'origine du développement de la sidérurgie suédoise, au point qu'une brochure touristique faisant la promotion des anciens *vallenbruk* peut écrire aujourd'hui : « D'habiles Wallons firent de la Suède un pays riche ».

Les coups réguliers de l'énorme marteau de bois s'abattant sur la barre de fer rougie tenue par le forgeron rythmeront la vie des *vallenbruk* pendant quatre siècles, bien que les forges wallonnes commencèrent à subir une grande concurrence étrangère dès le milieu du XIX^e, au point de fermer leurs portes les unes après les autres dès la dernière décennie de celui-ci. Celle

de Leufsta s'arrêta en 1926 et celle d'Österby changea de mode de production en 1943 avant de fermer à son tour quarante ans plus tard.

Sous nos cieux, il est encore possible de voir une ancienne forge wallonne sans devoir se déplacer jusqu'en Suède, en visitant la Maison de la Métallurgie et de l'Industrie de Liège, boulevard Poincaré, dans l'ancien cœur industriel liégeois aux confins des quartiers des Vennes et du Longdoz. Le bâtiment principal de ce Musée est l'ancienne ferblanterie que fit construire Charles Dothée en 1846. Son usine fut absorbée par la société des charbonnages et hauts fourneaux de l'Espérance en 1862, qui devint quinze ans plus tard la société métallurgique Espérance-Longdoz. Le bâtiment de 1846 abrita un « Musée du fer et du charbon » dès 1963, repris ensuite par Cockerill, puis par la ville de Liège et enfin par divers partenaires publics et privés regroupés en asbl. Aujourd'hui, le musée présente notamment les installations du plus vieux haut fourneau du pays, celui de Gonrieux-lez-Couvin, daté de 1693 et transporté à Liège lors de la création du musée : monument inestimable de patrimoine industriel, une grosse « forge à la wallonne » a pu ainsi être reconstituée, le haut fourneau étant flanqué de ses feux d'affinerie, de ses énormes marteaux hydrauliques (les « makâs »), d'un des plus anciens laminoirs du monde (datant de 1819), et d'une panoplie d'outils et de produits d'époque.

Outre le décor, la forge d'Österby offre, elle, la chaleur, la sueur, le bruit du travail de jadis. Mais c'est le lointain souvenir des forgerons de la vallée mosane qui flotte encore ici aussi. Et si ces métallos d'hier, durs comme fer, font si bien la fierté de leurs descendants suédois d'aujourd'hui, c'est aussi, au-delà de leur belle – et vraie – histoire, parce qu'ils ont commencé à symboliser au XXe siècle, pour les travailleurs de la sidérurgie suédoise en crise, l'image de l'ouvrier idéal, sachant lutter pour la justice et la liberté, être rebelle s'il le faut. Cette figure mythique exploitée par le syndicalisme suédois – qui n'est pas sans rappeler la réalité des métallos wallons contemporains – ajoute une facette supplémentaire à l'extraordinaire image des Wallons véhiculée en Suède au départ de quelques milliers de nos cousins émigrés courageusement pour faire fortune dans un lointain pays du Nord en n'ayant que leur savoir-faire à valoriser !

Bibliographie

- Virginie DELPORTE, « Les Wallons en Suède ou le développement de la sidérurgie suédoise grâce au savoir-faire wallon » (à paraître dans un ouvrage collectif dans la collection des *Dossiers de l'IPW*).
- Joseph DELMELLE, *L'expansion wallonne en Europe*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1999.
- Les Wallons à l'étranger, Walloons abroad, Namur, Awex – Institut Jules Destrée, 1999.
- *Le patrimoine exceptionnel de Wallonie*, coordonné par J.Deveseleer, Namur, DGATLP, 2004.

Chapitre 2

Voie royale pour marbres wallons

L'industrie des pierres et marbres de Wallonie remonte bien avant « la plus haute antiquité », comme en témoignent les minières néolithiques de Spiennes, à six kilomètres au sud-est de Mons : sur près de 400 hectares, des centaines de puits d'accès étroits et verticaux donnent accès à des galeries de quelques mètres partant dans toutes les directions d'où furent extraits

des silex taillés ensuite en surface pour la fabrication d'armes et d'outils. Ces mines exceptionnelles remontent au Néolithique moyen, c'est-à-dire qu'elles témoignent d'une activité vieille de plus de 6.000 ans ! L'ampleur du site et la variété des techniques minières observées sur celui-ci lui ont valu, en 2000, l'inscription au Patrimoine mondial de l'Humanité.

C'est dire que la vingtaine de travailleurs de la carrière de Gore à Sclayn (sur la commune d'Andenne), sous la direction de David Guillaume, sont les maillons d'une très longue chaîne de production. Là, le long de la Meuse, le Service public de Wallonie exploite l'unique carrière d'extraction, de débitage et de taille de pierre calcaire appartenant aux pouvoirs publics. Elle fournit un matériau de grande qualité à haute valeur ajoutée, auquel on recourt pour des restaurations d'ouvrages d'art et de bâtiments classés notamment, mais aussi pour des fabrications de prestige, suivant une longue tradition wallonne également.

Le géologue Francis Tourneur, spécialiste incontesté des pierres et marbres de Wallonie, peut rappeler dans ses nombreux écrits ou lors des formations de perfectionnement qu'il dispense au Centre des métiers du Patrimoine à la Paix-Dieu – où on s'efforce toujours de joindre la culture historique à l'apprentissage du geste juste – que l'épithaphe du pape Hadrien I^{er} offerte par Charlemagne lui-même à la basilique Saint-Pierre de Rome (et toujours visible dans le portique de celle-ci) avait été gravée dans une plaque de calcaire noir provenant de la vallée mosane, quelque part entre Namur et Huy.

Au XIII^e siècle, les carrières de la Meuse bénéficient d'un essor remarquable en profitant du chantier de reconstruction de la cathédrale de Liège, après son incendie en 1185. C'est le fleuve, bien sûr, qui permet le transport de ces énormes pierres à bâtir et à sculpter. A l'apogée du gothique, de grandes plaques de marbres noirs wallons (de la vallée mosane mais aussi de Tournai ou de Theux en pays de Franchimont) sont recherchées pour les tombeaux des puissants du temps : en France, Marguerite d'Autriche à Bourg-en-Bresse, les ducs de Bourgogne à Champmol reposaient sous des marbres de Dinant.

Au XVI^e siècle, l'hôtel de ville d'Anvers comme le jubé de la cathédrale de Tournai sont ornés de marbres rouges et roses principalement originaires de Rance. On retrouve ceux-ci, dans la foulée et au siècle suivant, dans de somptueuses réalisations princières ou religieuses au Danemark, en Pologne, à Cologne, à Königsberg, Vilnius et bien sûr chez nous : songeons à la somptueuse église Saint-Loup à Namur.... Mais les marbres wallons ne s'exporteront pas seulement vers le nord et l'est de l'Europe : on y recourt aussi dans des bâtiments en France, et ici aussi pour les travaux les plus splendides et les chantiers les plus grandioses, dont ceux du palais de Versailles sous Louis XIV.

Sophie Mouquin, maître de conférence à l'Université Charles de Gaulle à Lille, a étudié l'utilisation à Versailles des marbres wallons, et particulièrement ceux issus des carrières du petit village de Rance près de Beaumont, dans la « botte » du Hainaut, à une époque où cette terre frontalière et donc disputée basculait de la France à l'Espagne et inversement avant de devenir autrichienne. C'est grâce aux marbriers Le Grue, Derbais père et fils, Misson que les marbres de Wallonie furent introduits dans tous les grands chantiers de Louis XIV entre 1670 et 1690, dont les plus illustres comme l'appartement des bains, l'escalier de la reine, l'escalier des ambassadeurs (aujourd'hui détruit), les salons de Diane et de Vénus dans les grands appartements, les salons de la Guerre et de la Paix et enfin la célèbre galerie des glaces, récemment restaurée.

Les « gens du marbre » sont alors bien souvent polyvalents. Ainsi Jérôme Derbais, né à Nivelles vers 1644, est autant sinon plus marchand de marbres que marbrier : il livre du marbre pour l'ornementation de maisons royales dès 1670, il réalise lui-même des travaux de marbrerie, mais aussi des œuvres sculptées, et il en commercialise d'autres. Son collaborateur le plus fidèle, Hubert Misson, l'accompagnera dans la plupart de ses chantiers de Versailles, mais il

s'associera parfois aussi à Jean Le Grue ou à d'autres marbriers originaires du Hainaut. Son fils Michel (1687-1723) deviendra à son tour marbrier du roi.

Cette « dynastie marbrière » préfigure celle des Boreux, de Dinant, qui, sur trois générations elle, sillonna au XVIII^e siècle et durant septante ans tous les Pays-Bas et la principauté de Liège pour réaliser des dizaines de chantiers de grande ampleur, essentiellement religieux, en embellissant les cathédrale de Gand, Liège, Tournai et les abbayes et collégiales de Bonne-Espérance, Courtrai, Dinant, Malmédy, Orval, entre autres. Au fur et à mesure des années, ces marbriers, également entrepreneurs en construction ou en travaux publics à l'occasion, avaient créé une vraie pme comptant, au milieu du XVIII^e siècle, entre 40 et 50 ouvriers.

Retournons à Versailles, où les architectes de Louis XIV, Jules Hardoin-Mansart, Charles Lebrun, ont donc fait triompher le marbre de Rance, qui est devenu un des principaux ornements du décor du Roi-Soleil. Ce marbre wallon n'est pas le seul à être utilisé sur place. On recourt aussi au marbre noir de Dinant pour faire contraste avec des marbres blancs de Carrare dans des dallages, et au marbre de Barbançon, ainsi pour la rampe de l'escalier de la reine. Le « petit granit », devenu aujourd'hui le matériau phare des pierres ornamentales wallonnes, abondera aussi à Versailles, mais dans des réalisations plus récentes : le dallage en damier de la galerie basse, ou le sol récemment restitué de la prestigieuse « cour de marbre » au pied de la façade principale du château.

Bref, la réalité de Versailles de Louis XIV dément l'image habituelle du marbre, « affaire italienne ». Ici, ce sont des marbriers wallons, conservant des liens avec leur terre natale, qui ont acheté en Wallonie les produits voulus par les architectes royaux, les ont fait regrouper, entreposer, expédier vers la France au départ de la plaque tournante qu'était alors Dinant, les ont revendus au Roi en se faisant au passage, en habiles entrepreneurs, des bénéfices non négligeables. Bénéfices qu'ils réinvestissent parfois, en bons spéculateurs immobiliers, dans l'achat et la restauration ou la construction, mais aussi la revente, de grands bâtiments à Paris.

Tant et si bien que nos marbriers wallons se constitueront des fortunes colossales grâce aux divers chantiers de Versailles, des fortunes que leur envieront maints artistes vivant certes davantage dans la lumière de la cour du Roi-Soleil, mais loin du luxe auquel accèdent ces hommes du bâtiment. Nombre de ces artistes œuvrant pour Versailles sont eux aussi issus de la vallée mosane, ou d'ailleurs en Wallonie. Ainsi le sculpteur Gérard-Léonard Hérard, auteur de quatorze parmi les centaines d'œuvres sculptées du décor extérieur de Versailles, ou son collègue Jean Varin ou Warin (1607-1675), qui contribuera à la décoration de l'hôtel Lambert sur l'île Saint-Louis (dont le projet de restauration fait tant controverse aujourd'hui) mais aussi à celle de la salle d'audiences de Louis XIV aux Tuileries.

Dans le domaine musical, on retiendra le nom de Henry Du Mont (né Henry de Thier à Looz, en principauté liégeoise, en 1610), qui devint maître de la Chapelle royale en 1663 et ne cessa ensuite d'accumuler les honneurs à la Cour de Louis XIV jusqu'à son décès en 1684 et ... un grand oubli dont ses œuvres ressortiront en 2010 par la grâce du Festival de Wallonie.

Voici trois ans, en décembre 2007, la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne rendit hommage à tous ces *Wallons à Versailles*, ceux du Grand Siècle mais aussi du suivant, lors d'une journée d'études exceptionnelle au château, accompagnée d'un ouvrage du même titre qu'elle espérait, à bon droit, devenir un livre de référence.

« Commémorer la présence de tous ces hommes et de ces femmes originaires des anciens Pays-Bas méridionaux, de l'ancienne principauté de Liège et de l'ancienne principauté abbatiale de Stavelot-Malmédy, territoires qui constituent aujourd'hui la Wallonie, et célébrer leur travail et leur talent dans un lieu symbolisant à jamais le pouvoir et la gloire, nous ont semblé être une exceptionnelle opportunité de mise en valeur internationale de la Wallonie elle-même »,

écrivait dans la préface de l'ouvrage le baron Robert Tollet et Pierre Gillissen, président et secrétaire permanent de la Commission, soulignant que « la part prise par *les Wallons à Versailles* durant les règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI est en effet à la fois tellement importante et si mal connue. »

« Architectes, peintres, sculpteurs, musiciens, artisans, militaires, médecins, diplomates, aventurières, marbriers.... Tous ont leur place dans ce grand cortège historique et patrimonial qui couvre deux siècles d'Histoire de France et de Wallonie », poursuivaient les promoteurs de l'opération mémoriale *Les Wallons à Versailles*, qu'il s'agisse de « Grands » de ce monde révolu, de personnages flamboyants comme la liégeoise Théroigne de Méricourt sous la Révolution de 1789, ou de techniciens hors pair comme Rennequin Sualem. Vers qui nous allons nous tourner maintenant.

Bibliographie

- Francis TOURNEUR, « Les pierres et les marbres de Wallonie : une tradition plus que millénaire et toujours bien vivante », à paraître dans un ouvrage collectif dans la collection des *Dossiers de l'IPW*.
- *Pouvoir(s) de marbre*, coordonné par F. Tourneur et C. Marchi, CRMSF, Dossier n°11, 2004.
- *Les Wallons à Versailles*, coordonné par Carole CARPEAUX, CRMSF, 2007.

Chapitre 3

Et de l'eau jaillit la renommée

Voulues par Louis XIV et mises en service à partir de 1685, les « Grandes eaux » des jardins de Versailles constituaient, dans un réseau de plusieurs fontaines aussi monumentales les unes que les autres un spectacle exceptionnel en Europe, à la démesure du Roi-Soleil. Aujourd'hui encore, trois cents vingt-cinq ans plus tard, elles sont chaque année pour des millions de visiteurs du château un point d'orgue de leur journée : alors, sur des musiques de Lully, Sainte-Colombe, Martin Marais, la magie opère lorsque les jets imaginés par l'architecte des jardins Le Notre, et l'intendant des fontaines Francine, donnent vie à l'espace minéral et végétal du domaine « en révélant toutes les perspectives, l'animant d'un souffle miroitant », suivant l'expression de Vincent Berthier de Lioncourt, quand « fontaines, bassins, cascades, buffets d'eau sont mis en ondes par une gigantesque machinerie secrète et souterraine. »

Sans machinerie, pas de magie, pas plus hier qu'aujourd'hui. Et le grand machiniste de l'alimentation en eau de ces fontaines fut un Liégeois, sans qui ce spectacle toujours renouvelé, hier pour la Cour du Roi, de nos jours pour des citoyens du monde entier, n'existerait tout simplement pas – tout comme s'évaporerait les shows de nombreux palaces de Las Vegas ou de Macao aujourd'hui, sans l'autre Wallon qu'est Franco Dragone, tant attaché aux racines louviéroises qu'il partage avec Corinne Boulangier.....

On dit à tort que la belle histoire de Rennequin Sualem à Versailles commence au château de Modave, à sept kilomètres de Huy. Classé depuis 1946 et devenu patrimoine exceptionnel de

Wallonie en 1993, ce superbe édifice bâti sur un piton rocheux surplombe de 65 mètres la vallée du Hoyoux et a obtenu sa physionomie actuelle – un véritable régal pour les yeux – au milieu du XVII^e siècle grâce au comte Jean Gaspard Ferdinand de Marchin qui l'avait acquis en 1642 et restauré en 1655. Ce futur maréchal de France, ami du grand Condé, une des plus grandes figures de la noblesse française, fait également construire en 1667-1668 une machine, aujourd'hui disparue, captant et élevant les eaux du Hoyoux jusqu'à une tour-réservoir, toujours debout dans le parc supérieur du château, pour alimenter celui-ci et ses fontaines.

Pierre de Biesmont, descendant de Rennequin Sualem, en aura la confirmation lors de son passage à Modave de la bouche de l'historienne de l'art attachée au château, Anne Royen : rien dans les archives de celui-ci n'indique que son illustre ancêtre soit intervenu en quoi que ce soit dans la conception et la construction de la machine de Modave, même si un portrait présumé du génial charpentier illettré (représentant d'ailleurs probablement un autre ingénieur) est exposé sur place à proximité de la maquette d'une machine qui ne lui doit rien. Le meilleur spécialiste de l'histoire des eaux de Versailles, le Français Eric Soullard, familier tant des archives de Modave que de celles conservées à Liège, est formel : le grand seigneur de guerre qu'était le comte de Marchin fit appel, pour « sa » machine de Modave, au fontainier de son ami le comte de Bucquoy ou à celui de la cour de Bruxelles, mais non à Sualem jusque là expert en machinerie d'exhaure dans les mines de houille.

Alors, pourquoi cette légende persistante ? C'est que l'entrepreneur de la construction de la machine de Marly qui alimenterait les jardins de Versailles Arnold de Ville, était un notable hutois (son père avait été bourgmestre de Huy), intendant du château de Modave pour le comte de Marchin avant de suivre celui-ci à la cour de Louis XIV, mais aussi, plus tard, lui-même propriétaire du château de Modave qu'il racheta en 1706 et où il mourut en 1722, y laissant ses archives où figurent nombre de lettres évoquant la machine... de Marly et sa collaboration avec Rennequin Sualem pour la construction de celle-ci.

C'est en 1679 qu'avec l'appui de Marchin et grâce à l'intervention de Condé, Arnold de Ville – qui n'avait jamais construit une machine hydraulique mais connaissait celle de Modave – obtient de Louis XIV la mission d'en bâtir une sur la Seine pour alimenter le château de Palfour. C'est alors qu'il se tourne vers des artisans liégeois bien connus dans le domaine de l'exhaure des eaux sur de longues distances, les Sualem – deux frères, Paulus, l'ainé, et Rennequin. Leur père (Renard Sualem) et leur grand-père (David Cox, fils d'un métallurgiste de Limbourg) étaient les exploitants d'une mine de plomb à Prayon qu'ils avaient dotée d'un système d'évacuation des eaux sur de longues distances, avant que Renard ne s'établisse à Jemeppe-sur-Meuse, où ses fils Paulus et Rennequin lui succéderont dans son métier de constructeur de machines d'exhaure. Un troisième frère, David, deux cousins, Gérard et Antoine, soit trois autres Sualem, sont également des techniciens concevant et construisant ce type de machines dans les mines de la région liégeoise.

Si Rennequin Sualem est appelé à rejoindre son frère Paulus aux côtés d'Arnold de Ville – « Dites donc à Renkin qu'il vienne incessamment pour m'aider », écrit ce dernier à son père – c'est que celui-ci compte sur l'ingéniosité de ces compatriotes pour reproduire l'exhaure et le transport de l'eau à grande distance non plus dans des mines mais pour des jardins d'agrément. Après qu'ils aient réussi leur coup d'essai au château de Palfour, Louis XIV fait confiance au trio de Liégeois pour construire une machine au château de Marly afin d'alimenter son plus grand projet paysager, les fontaines de Versailles. Ni droit à l'échec, ni droit au retour au pays de Liège pour les ingénieurs charpentiers s'ils réussissent, car le roi entendra toujours conserver les meilleurs de son temps, dans tous les domaines, à ses côtés.

La Maison de la Métallurgie à Liège possède une importante maquette reconstituant la machine de Marly, dont il ne reste rien sur place, pas plus qu'aucun bâtiment de cette époque. Le château racheté par Louis XIV en 1676 et où ne séjournaient que sa famille et quelques privilégiés pour

des fêtes, concerts et chasses, fut délaissé par ses deux successeurs, pillé et reconverti partiellement en filature puis finalement démoli à la Révolution. Seul subsista le site, repris par l'Etat en 1811 et dont le parc magnifique fut ouvert au public à partir de 1936. Ce qui subsistait de la machine (intégralement remplacée sous Napoléon III puis en 1902) fut démantelé trente ans plus tard.

L'ouvrage conçu par les Sualem devait amener l'eau, depuis le bord de la Seine, à une hauteur de 162 mètres au dessus du fleuve : pour ce faire, quatorze roues à aubes de douze mètres de diamètre actionnaient deux cents trente-cinq pompes réparties en trois niveaux. Le tout fonctionnait dans un vacarme audible à des centaines de mètres. A raison de 6.000 mètres cube par jour, l'eau alimentait les fontaines de Marly – dont un jet d'eau de 40 mètres de haut, le plus élevé de France – et un aqueduc qui approvisionnait le château de Versailles, ses 3.000 habitants bien sûr et ses fontaines, au nombre de cinquante dans trente-quatre bassins pour un total de sept cents jets d'eau.

Le réseau actuel compte trente kilomètres de canalisations souterraines en fonte, dont certaines remontent encore à l'époque de Louis XIV. Même si la plupart des conduites ont été remplacées ou rénovées depuis pour assurer l'alimentation en eau, on peut encore en voir, sous la fontaine de Latone notamment, datant de Rennequin Sualem. Celles-ci sont assemblées selon la technique de la soudure dite « à la louche », qui consiste à couler, avec une louche, du plomb fondu sur les joints de canalisation, plomb sur lequel on poinçonnait une fleur-de-lys encore repérable aujourd'hui.

Lorsqu'il fallut restaurer certaines de ces conduites en recourant à la technique originelle pour les conserver en l'état, c'est encore à des Liégeois que les Français firent appel trois siècles plus tard : à l'invitation du chef du service des fontaines de Versailles Philippe Lardellier, un professeur de l'école de plomberie de Liège, André Eyen, se rendit à plusieurs reprises au château entre 1992 et 1994 pour réexpliquer aux fontainiers versaillais cette technique en compagnie notamment de Jean-Marie Tong (aujourd'hui formateur au Centre des Métiers du Patrimoine de la Paix-Dieu, qui a acquis le fond documentaire d'André Eyen après son décès).

La machine de Marly était la plus grosse machine hydraulique jamais construite par l'homme et elle symbolisait autant que le château lui-même la toute-puissance du souverain du pays alors le plus peuplé d'Europe de l'Ouest. Rennequin, parce qu'il entretenait la machine jusqu'à la fin de ses jours en 1708 (alors que son frère était mort dès 1685), a son nom indissolublement lié à celle-ci, comme le rappelle la pierre tombale dans la petite église de Bougival, peu au nord de Versailles, où il fut enseveli puisque lui-même et une bonne partie de sa famille s'y étaient établis définitivement.

Mais les Sualem n'avaient pas fini de bouger. Un an après le décès de Louis XIV en 1795, une partie de la famille émigra en Russie à l'appel du tsar Pierre le Grand, qui avait visité Versailles et la machine de Marly. Un fils de Paulus, Gérard, et un petit-fils de Rennequin, Paul, y rejoindront la cour pour travailler à l'embellissement, sur le modèle de Versailles, des jardins de la résidence impériale de Petrodvoretz, toujours comme responsables techniques des charpenteries immergées alimentant les fontaines. Parmi celles-ci, certains attribuent aussi à Paul Sualem la sculpture de celle dite de l'Obélisque, copiée sur celle de Versailles. D'autres membres de la famille Sualem, ou apparentés à celle-ci, travailleront à la construction du pont de Blois, aux pompes et ponts de la ville de Paris (Servais Sualem, le fils de Rennequin), à l'entretien de la machine de Marly jusqu'en 1760.

Les Sualem expatriés en Russie avaient renoué en quelque sorte avec une tradition d'émigration vers l'est qu'une autre branche de cette famille avait inaugurée au début du XVIIe siècle: en 1626, un cousin de Rennequin Sualem, Henri Daniel Cox, était parti en Suède pour y établir une fenderie pour le compte de Louis de Geer, et son frère Remacle dit Marcus Cox y avait

également établi une usine. Deux des « Wallons de Suède » donc. Les quatre fils du second deviendraient respectivement premier aumônier à la cour, maître des monnaies, barons et assesseurs au ministère du commerce, puis un des petits-fils deviendrait même ambassadeur de Suède en France en 1703. Ainsi, au début du XVIII^e siècle, l'ingénieur machiniste attaché aux fontaines de Versailles, Rennequin Sualem, et l'ambassadeur de Suède auprès de Louis XIV, le baron Daniel Cronstorm, étaient de lointains cousins, respectivement Liégeois et petit-fils de Liégeois ! Une famille d'exception, décidément, qui avait porté haut et loin la maîtrise de l'eau par les ingénieurs wallons du Grand Siècle !

Bibliographie

- Eric SOULLARD, « Rennequin Sualem et la machine de Marly. La maîtrise de l'eau par les ingénieurs wallons au grand siècle », à paraître dans un ouvrage collectif dans la collection des *Dossiers de l'IPW*.
- *Les Wallons à Versailles, op. cit.*
- *Les Wallons à l'étranger, op. cit.*

Chapitre 4

L'art de jeter des ponts

Pierre et marbres, maîtrise de l'eau et du sous-sol, sidérurgie et travail du métal aussi font partie du patrimoine historique mosan, et aujourd'hui les ingénieurs liégeois descendants spirituels de Cockerill – le père de la sidérurgie liégeoise – sont passés maîtres mondiaux dans l'art de construire des ponts qui conquièrent la planète.

Cockerill, c'est John (1790-1840), celui qui installera ses ateliers de construction mécanique en 1817 sur le site de l'ancien château des Princes-Evêques à Seraing, en bord de Meuse, où se développera un immense complexe industriel qui s'identifiera quasiment avec la commune. Presque deux siècles plus tard, le château abrite encore le siège de CMI (Cockerill Maintenance et Ingénierie), équipementier international actif dans les secteurs de l'énergie, la défense et l'industrie. Partiellement classé, l'édifice qu'avait fait intégralement reconstruire le prince-évêque Georges-Louis de Berghe entre 1724 et 1743 et en cours de restauration progressive sous l'impulsion du Français Bernard Serin, le patron de CMI.

John Cockerill était le fils d'un mécanicien anglais, William (1755-1832), qui s'installa à Verviers en 1799 à la demande des patrons lainiers Simonis et Biolley, pour lesquels il conçut les premières machines textiles mécaniques, donnant ainsi dans la cité lainière à l'extrême est de la vallée mosane le coup d'envoi de la révolution industrielle sur le continent européen. L'atelier verviétois du père Cockerill (avant son transfert à Liège en 1807) était adjacent à une toute nouvelle et vaste usine textile des Simonis : celle-ci existe toujours, restaurée et réaffectée de manière exemplaire en logements sociaux.

Cockerill construit à Seraing le premier haut fourneau de Wallonie, en 1826, et se développe dans tous les secteurs de la construction mécanique : les machines à vapeur (dès 1815), les premières locomotives belges (1835) et le rail, la construction navale, l'équipement industriel, le génie civil aussi, avec dès 1841 un audacieux pont métallique suspendu jeté sur la Meuse face au château Cockerill. Il est suivi de nombreux autres ponts y compris à l'étranger, en Russie et en Espagne notamment.

Les ponts suspendus sont ceux qui permettent les plus longues portées, mais les plus anciens, au XIXe siècle, étaient sujets à bien des accidents dûs aux chaînes de suspension. Le recours à des câbles, dès le milieu du siècle, permit la réalisation d'ouvrages plus fiables, et le remplacement du fer par l'acier améliora encore les performances, symbolisées durant longtemps par les dimensions impressionnantes du mythique *Golden Gate* sur la baie de San Francisco, acclamé en 1937. Parallèlement, les ponts intégralement en béton, concurrents des ouvrages métalliques, ont commencé à se multiplier à partir du début du XXe siècle. Liège peut s'enorgueillir à cet égard de l'élégance et des prouesses techniques du pont Mativa édifié pour l'exposition universelle de 1905 : il fut le premier pont en béton armé de plus de 50 mètres.

Les premiers ponts haubanés conçus par le bureau d'ingénieurs liégeois de René Greisch (fondé en 1959) dépassèrent la conception tout métal ou tout béton qui prévalait jusque là. Les viaducs autoroutiers de Sécheval (1979), de Polleur (1981) et surtout de Remouchamps (1981) avaient déjà établi la réputation de Greisch (qui réalisera également en 1993 le viaduc de l'Eau Rouge dont la portée de 270 mètres le plaça alors dans les vingt plus grands arcs du monde) lorsqu'il concevra les ponts de Lixhe en 1984 et de Lanaye l'année suivante.

Tentons de remettre un peu d'ordre dans cette foule de ponts plus élégants les uns que les autres lancés par le bureau Greisch ces dernières années par delà les rives de la Meuse ou du Canal Albert. Les deux premiers datent donc déjà du milieu des années '80 et se situent à Visé : avec ses quatre pylônes latéraux indépendants et de moins de 22 mètres de hauteur, celui de Lixhe (1984) a presque, pour le profane en tous cas, une allure d'ébauche, tandis que le pont de Lanaye (1985) préfigure déjà les chefs d'œuvre qui suivront, avec son pylône unique en Y renversé de 67 mètres de haut. Trois ans plus tard, l'utilisation des matériaux (métal et béton) au mieux de leurs potentialités aboutit, à Huy, à la silhouette élancée du pont de Ben-Ahin sur la Meuse (1988), baptisé pont Père Pire. Cette fois, le pylône unique culmine à 93 mètres de hauteur, et la mise en place de la travée principale depuis la berge par rotation de 70 degrés autour de l'axe du pylône a battu un record mondial. L'année suivante, c'est le pont de Wandre (1989) qui est jeté au-dessus de la Meuse et du Canal Albert à Liège, suspendu à des haubans arrimés à un pylône de 102 mètres de hauteur : l'ouvrage a valu au bureau Greisch la médaille d'or Professeur Magnel décernée à Gand tous les quatre ans, et surtout les honneurs du classement comme monument dès mai 1993.

Comme le souligne son concepteur, Clément Counasse, c'est la première fois qu'un ouvrage d'art fut ainsi préservé, dans la foulée de sa construction, comme pour souligner aussi que les ingénieurs liégeois bâtissent le patrimoine wallon de demain, et ont donc de grandes responsabilités de ce point de vue également. Le pont du Val-Benoit (2000), rebaptisé pont de Liège, suivra plusieurs années plus tard, toujours sur la Meuse, dans le cadre de l'achèvement de la liaison autoroutière E25-E40 par les soins de la Sofico, cette société de financement conçue par deux ministres liégeois au milieu des années '90, Jean-Pierre Grafé (Travaux publics) et Robert Collignon (Budget). Si on ajoute aux cinq précités le pont de l'Alzette au Luxembourg datant de 1997, on voit l'expérience unique qu'avait accumulée le bureau Greisch avant de s'attaquer à la réalisation des sept structures haubanées du viaduc de Millau.

La construction du viaduc de Millau fut une extraordinaire aventure humaine pour Jean-Marie Cremer. Mais elle commença pourtant par un drame: en 2000, pendant le concours pour la désignation de ceux qui seraient invités à relever ce défi, le fondateur et patron du bureau d'ingénieurs, René Greisch, décéda d'une crise cardiaque, laissant son bras droit et successeur Jean-Marie Cremer, seul – avec son équipe bien sûr – face à la prouesse technologique à réaliser. Il mesura encore mieux l'ampleur de celle-ci lorsqu'il se rendit sur les lieux, dans les collines surplombant Millau, en haut de cette vallée du Tarn et au dessus de cette localité que le futur viaduc allait devoir franchir à près de 300 mètres (!) de hauteur.

« Si le plus souvent, on parle de record de portée pour les ponts qui ont pour fonction de sauter des obstacles ou des brèches, il est rare que l'on mette en avant la hauteur de franchissement, alors que dans les sites montagneux, cette dernière est une caractéristique importante, surtout au moment de la construction », explique Jean-Marie Cremer. Or, le viaduc de Millau, mis en service en 2004, franchit la vallée avec un tablier haubané à 270 mètres au dessus du bord de celle-ci, grâce à des pylônes culminant à 345 mètres du sol (plus haut que la tour Eiffel donc !) soit 40 mètres de plus que les ponts haubanés ou suspendus qui détenaient jusque là les records mondiaux.

« Ce ne sont pas les seules caractéristique de cet ouvrage d'exception », poursuit Jean-Marie Cremer. « Contrairement aux ponts haubanés classiques qui comptent un ou deux pylônes seulement, le grand viaduc de Millau en compte sept pour une longueur de 2.496 m. Cet ouvrage marque une nouvelle fois une avancée significative dans la famille des ponts haubanés en apportant une nouvelle connaissance dans le comportement des ponts à pylônes multiples, système qui n'avait pas encore été réellement appliqué à ce jour ».

Quel plaisir et quelle fierté pour cet Ardennais d'avoir pu réaliser ce pont hors du commun dont le chantier fut à lui seul une extraordinaire prouesse : la mise en place des pylônes métalliques, le lançage du tablier en acier depuis chaque rive, la jonction entre les deux parties du pont, moment particulièrement exaltant et émouvant pour les anciens maires des villages de la vallée qui ont vécu, jour après jour, l'avancement spectaculaire des travaux, et qui se félicitent encore aujourd'hui du bouleversement que le viaduc a opéré sur leur région qui figure désormais parmi les endroits les plus connus et les plus visités de France.

Les records du monde de la mise en place d'un pont haubané par rotation (17.000 tonnes) à Ben-Ahin, du poussage d'un autre pont haubané (sur 408 mètres) à Wandre puis les records du viaduc de Millau ne doivent pas occulter une autre performance mondiale à l'actif du bureau Greisch, sur un canal cette fois : le record du monde du poussage d'un pont-canal en béton de 500 mètres de long, 43 de large et 65.000 tonnes sur le canal du Centre à La Louvière, trois ans avant Millau !

On l'a dit plus haut, les premiers ponts haubanés jetés par les ingénieurs de Greisch le furent sur la Meuse et le Canal Albert, à Lixhe et à Lanaye, là où s'impose aujourd'hui la construction d'une quatrième écluse pour accroître la navigation fluviale. Les travaux doivent être réalisés sans interrompre le trafic, et c'est encore une équipe d'ingénieurs du bureau Greisch qui relèvera ce challenge. Autre enjeu fondamental : le chantier doit s'inscrire dans un environnement extrêmement délicat puisque les thiers de Lanaye, des Vignes, de Nivelles et Caster, sur le versant est de la Montagne Saint-Pierre, forment un site naturel classé patrimoine exceptionnel en raison de son incomparable valeur biologique.

Jean-Marie Cremer et ses collaborateurs sont les produits d'une longue tradition d'enseignement des métiers d'ingénieur à Liège, où l'ingénieur des Ponts et Chaussées Charles-Louis Thomassin commença à enseigner dès 1775 au collège des Jésuites, dont les bâtiments furent investis plus tard par l'Université de l'Etat. Celle-ci s'annexa une école des mines dès 1825 et créa sa faculté technique en 1893, installée au Val-Benoît dans les années 1930 puis au campus universitaire du Sart-Tilman à partir de 2005. C'est là que Jean-Marie Cremer enseigne à son tour, transférant avec énergie autant son savoir que son expérience. Un des points essentiels de son message aux futurs ingénieurs est de leur apprendre le sens de leur responsabilité par rapport à l'environnement dans lequel leurs constructions devront s'intégrer, le goût du beau, le besoin du beau même, le souci moral de ne pas faire n'importe quoi alors que la société attend qu'ils construisent le patrimoine de demain, qu'il s'agisse d'ouvrages d'art ou de bâtiments

Jean-Marie Cremer souligne aussi aux jeunes toute l'importance du travail d'équipe, prenant en exemple la nouvelle gare de Liège, une des plus spectaculaires d'Europe, inaugurée en septembre 2009. Même si les politiques et les médias n'ont d'yeux que pour son architecte, qui ne les dément pas, la gare n'aurait pu naître sans la collaboration étroite entre son créateur et le bureau Greisch qui y a consacré 85.000 heures – 50 années de travail, autrement dit – et est notamment à l'origine de la technique de mise en place par poussages successifs de l'immense verrière au dessus des voies sans aucune interruption du trafic ferroviaire. « On ne fait jamais rien tout seul, et même si on essaye de dire qu'on fait tout seul, comme Calatrava, ce n'est pas vrai », glisse en souriant Jean-Marie Cremer.

Jeteur de ponts, passeur d'expériences....

Chapitre 5

Le trésor d'Oignies... comme on le verra plus

C'est en plein cœur urbain de Namur, entre la place d'Armes et celle des Célestines, à deux pas du siège de l'Institut du Patrimoine wallon, que se trouve le couvent des sœurs de Notre-Dame, rue Julie Billiart (du nom de la fondatrice de la congrégation), intégré à l'établissement scolaire du même nom. Si la communauté et son école sont établies à cet endroit depuis le début du XIXe siècle, ce sont néanmoins des murs assez récents qui l'abritent aujourd'hui, même si leur plan d'ensemble et leur architecture en façade évoque le passé. En mai 1940 en effet, des bombardements avaient quasi intégralement détruits la propriété, qui fut reconstruite en 1951-52. Heureusement, dès 1939, les religieuses avaient eu la sagesse de mettre à l'abri le fabuleux trésor d'orfèvrerie dont elles avaient la garde, et elles purent le réinstaller dans leur petite salle de musée en 1952.

C'est là, au n°17, signalé seulement par une modeste plaque donnant les heures d'ouverture, qu'il fut possible de visiter jusqu'il y a quelques mois, après avoir sonné à la porte et attendu qu'une sœur vous ouvre pour vous accompagner, ce que d'aucuns appelaient « le plus petit musée du monde ». Mais aussi le plus riche au mètre carré dans ce cas, car l'ensemble d'orfèvrerie conservé intact depuis le Moyen-Age était – et reste bien sûr – une des sept « merveilles de Belgique » (appellation non contrôlée datant d'une liste établie par le Commissariat général au Tourisme en 1978), rassemblant des pièces (reliquaires et objets liturgiques du XIIIe siècle) plus exceptionnelles les unes que les autres et toutes d'une valeur véritablement inestimable.

Exceptionnel également est la préservation de l'intégralité d'un trésor d'abbaye, alors que tant d'autres ont été pillés et dispersés à la Révolution. C'est ainsi que les quelques pièces retrouvées de celui de l'abbaye de Stavelot sont aujourd'hui dispersées entre les plus grands musées de Saint-Petersbourg, Berlin, Bruxelles, Londres et New-York par exemple ; ici par contre, l'essentiel du trésor constitué au Moyen-Age au prieuré d'Oignies, excepté quelques pièces vendues par les moines au cours des siècles, avait été mis à l'abri en 1794 par le dernier abbé, Dom Grégoire Pierlot, qui l'emmura à 4 km de là dans une ferme du monastère tenue par les époux Moussiaux à Falisolles, aujourd'hui sur la commune de Sambreville.

Les religieux de l'abbaye d'Oignies ayant été dispersés en 1796 et leurs bâtiments vendus comme biens nationaux, le trésor resta prudemment caché dans les murs de la ferme de Falisolles durant près d'un quart de siècle, jusqu'au décès du fermier en 1818. Sa veuve devant vendre la

ferme, c'est alors que Dom Pierlot devenu curé à Jumet et aumônier des sœurs de Notre-Dame à Namur confia le trésor à mère Marie-Joseph, la supérieure des sœurs installée à Namur onze ans plus tôt, qui allaient veiller précieusement sur la sécurité de ce fabuleux dépôt durant près de deux siècles.

Le sauvetage quasi miraculeux du trésor d'Oignies est une des belles histoires que raconta avec verve durant vingt ans sœur Suzanne aux visiteurs francophones qui avaient le privilège de découvrir avec elle les pièces exposées dans une poignée de vitrines au milieu d'une petite pièce. Pour les autres, sœur Suzanne avait enregistré un commentaire en six langues sur des audioguides puis, l'âge venant, elle avait transmis tout son savoir – et sa ferveur ! – à une jeune historienne de l'art, Marie Felten, qui avait pris le relais pour les visites guidées en étant la première laïque à avoir ce privilège.

Comme Suzanne, Marie ne manquait pas bien sûr de rappeler l'origine du trésor, un prieuré (c'est-à-dire un monastère dépendant d'une abbaye plus importante et dirigée par un prieur) fondé suivant la règle de Saint-Augustin en 1187 par Gilles de Walcourt à Oignies, sur l'actuelle entité d'Aiseau-Presles à l'est du Hainaut ; c'est là qu'au XIII^e siècle, un des frères du fondateur, Hugo, orfèvre, scribe et miniaturiste, réalisa la plupart des pièces constituant aujourd'hui le trésor, en utilisant les somptueux cadeaux que faisait au prieuré un grand religieux français, Jacques de Vitry. Celui-ci avait fréquenté le prieuré d'Oignies de 1208 à 1213, date du décès de celle dont il était le confesseur, Marie d'Oignies, une mystique qui s'était réfugiée dans un béguinage proche, et dont il rédigea ensuite la *Vie*.

Jacques de Vitry (1217-1221) prêchera ensuite la cinquième croisade en Terre Sainte et c'est de Palestine (où il fut nommé évêque de Saint-Jean-D'Accre) qu'il envoyait au prieuré d'Oignies le fruit des pillages : reliques saintes et richesses qu'Hugo mit au cœur de ses réalisations. Rentré en Europe, c'est encore à Oignies qu'il demandera à être enseveli aux côtés de Marie et qu'il léguera sa chapelle privée à son décès en 1240 : autel portatif, anneaux épiscopaux, crosse et mîtres de valeur, dont une en parchemin unique au monde !

Et voilà comment un tel trésor a pu être constitué, voici sept siècles, non dans une grande abbaye ou une cathédrale comme c'était assez naturellement le cas, mais dans un modeste prieuré de moines augustins dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Aujourd'hui, il est actuellement impossible de décrire les constructions originelles du site, datant de 1204. Du XIII^e au XVI^e siècle, le prieuré fut en effet à plusieurs reprises la proie des flammes et d'invasions, notamment par les troupes françaises. A proximité du prieuré, le béguinage qui s'y était installé sous l'égide de la mère de Gilles de Walcourt, et qui devait accueillir entre autres Marie de Nivelles, future sainte Marie d'Oignies, disparut lui dès le XIV^e siècle. A la faveur d'un pèlerinage dédié à cette dernière dont les reliques attiraient de nombreux fidèles, le site fut à son apogée au XVII^e siècle et les derniers bâtiments médiévaux furent remplacés par d'autres qui seront constamment réaménagés pour aboutir aux constructions néo-classiques édifiées au XVIII^e siècle, dont le palais abbatial.

Vendus à la Révolution – sans le trésor heureusement caché en lieu sûr ! –, le cloître et l'église sont détruits par le nouveau propriétaire. L'installation d'une verrerie dans l'ancienne abbaye accélère sa décrépitude. Ce qu'il en reste est classé comme monument et comme site en 1975, mais doit être inscrit en 1999 sur la liste des monuments en danger dont les propriétaires (aujourd'hui des particuliers) doivent être épaulés par l'Institut du Patrimoine wallon pour parvenir à les restaurer et les réaffecter correctement, ce qui n'est pas encore acquis.

Laissons donc là les murs de l'ancien prieuré pour revenir à Namur et au trésor d'Hugo d'Oignies ; le généreux « fou de reliques » (selon l'expression de Philippe Georges, expert dans l'orfèvrerie mosane) qu'était son riche mécène Jacques de Vitry a favorisé par ses dons l'éclosion des talents de Hugo, dont les premières pièces sont datées 1228.

Le trésor actuel compte pas moins de trente-deux pièces d'orfèvrerie, constituant un ensemble unique où presque tous les types de reliquaires sont représentés dans des œuvres d'une incomparable maîtrise technique. « On pourrait passer des heures à détailler les pièces du trésor », s'enthousiasmait en mars dernier Guy Duplat dans *La Libre Belgique* : « Les plats de reliure de l'Evangélaire en argent repoussé et ciselé, avec ses plaquettes niellées (le creux de la gravure est rempli d'une pâte noire pour accentuer le trait). On admire la beauté de la crucifixion, le foisonnement du décor floral, les détails en nacre. Même admiration pour le calice et la patène de Gilles de Walcourt où Hugo, à nouveau, a signé son œuvre. On y trouve un filigrane célèbre signifiant la Trinité. Plus surprenant est le reliquaire de la Côte de Pierre avec une pièce en lune évoquant la forme d'une côte. Le reliquaire du lait de la Vierge a la forme d'une colombe aux ailes délicatement ciselées. On trouve aussi les étonnants pieds reliquaires de saint Jacques et saint Blaise, des coffrets en ivoire qui avaient abrité les reliques et pierres précieuses envoyées d'Orient, des reliquaires avec des vases en verre réalisés en Egypte fatimide (on recyclait l'art égyptien et byzantin !) ».

Le chef du service culturel de *La Libre* ne fut pas le seul journaliste à reparler du trésor d'Hugo d'Oignies en 2010. Sept ans plus tôt, le trésor avait déjà été mis à l'honneur dans une exposition exceptionnelle organisée par le Musée des Arts anciens de Namur, dont le catalogue avait fait date. A cette occasion, un colloque dont les actes parurent en 2005 avait été organisé autour de l'œuvre et de la personne du frère Hugo. Et les prêts de pièces du trésor pour des expositions temporaires étaient fréquents, depuis sa première présentation à Malines en 1864 déjà. Mais deux événements majeurs intervinrent en 2010.

Ce fut d'abord, début mars, l'adoption par la Communauté française (dite « Wallonie-Bruxelles » actuellement) des huit premiers arrêtés de classement d'objets comme « patrimoine mobilier », à l'instar de ce qui se fait en France notamment depuis... une centaine d'années: un portait sur le trésor d'Oignies, dont la cession à l'étranger était désormais impossible et la protection accrue. Ce fut ensuite, en juin, l'accord intervenu entre les sœurs de Notre-Dame et la Fondation Roi Baudouin pour céder le trésor à cette dernière, à charge pour elle de l'exposer à Namur, au Musée des Arts anciens, dans de meilleures conditions muséales. Si bien que la visite du trésor caché de sœur Suzanne, telle que l'a encore montré l'émission « Ma Terre », ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

Mais il faut saluer la sage décision des sœurs et la belle histoire du trésor ne s'arrête pas là pour autant. Celles-ci avaient déjà coutume de collaborer avec le conservateur du musée des Arts anciens, Jacques Toussaint (qui préside aussi depuis 2007 la commission consultative pour le classement du patrimoine mobilier), dont sœur Suzanne, puis sœur Colette (qui lui succéda comme conservatrice) suivaient les précieux conseils lors des demandes de prêt de pièces pour des expositions hors de leurs murs. Avec lui et son équipe (sœur Colette Walschaert devenant membre du futur comité de gestion du trésor et Marie Felten continuant à s'occuper des archives de la congrégation), c'est une quatrième vie que le trésor va pouvoir entamer dans sa nouvelle présentation, après les coffres du prieuré d'Oignies, la cachette de Falisolles et les cinq petites vitrines du couvent de la rue Billiard !

Chapitre 6

D'un Trésor à l'autre....

Parmi les premiers classements de patrimoine mobilier effectués au printemps 2010 par la Communauté française figuraient, outre le Trésor d'Oignies, plusieurs autres pièces majeures d'orfèvrerie : les châsses de Saint-Remacle de Stavelot et de Saint Domitien et de Saint-Mengold de Huy, et les deux pièces maîtresses du Trésor de la cathédrale de Liège, le buste-reliquaire de Saint-Lambert et le reliquaire de Charles le Téméraire. Désormais, les prêts et les déplacements de ces pièces, ainsi que leur restauration, devaient faire l'objet d'une autorisation ministérielle sur base d'un avis d'une Commission consultative. En ce qui concerne le reliquaire de Charles-le-Téméraire, le classement intervenait juste au retour de la pièce dans ses murs, après trois expositions successives de 2008 à 2010 à Berne, Bruges et Vienne, qui avaient permis de financer une restauration imaginative mais réversible (nouveau coussin sous le duc, épée et armoiries).

Philippe George, conservateur du Trésor de la cathédrale de Liège, expert pour l'orfèvrerie mosane et animateur de l'association européenne des Trésors d'église (de toutes confessions), est passé maître dans l'art de faire voyager les chefs d'œuvre de « son » Trésor pour répondre aux sollicitations du monde entier et, par réciprocité, accueillir à Liège des merveilles d'autres pays. C'est ainsi qu'en 2004, il accompagnait une icône jusqu'au Metropolitan Museum de New-York et profitait de son séjour pour tenter de faire revenir durant quelque mois en Wallonie la pièce majeure du Trésor dispersé de l'ancienne abbaye de Stavelot, le triptyque conservé depuis un siècle à la Pierpont Morgan Library. En juillet, le Trésor de Liège, dont les tissus sont de renommée internationale, accueillait une exposition de tapisseries d'Anjou. Et l'hiver suivant, c'est la quasi-totalité du Trésor qui partait à Beaune pour y être exposée de novembre 2005 à mars 2006, profitant des vastes travaux en cours pour l'extension de ses salles d'expositions liégeoises.

Par cette politique dynamique, Philippe George est parvenu à élever le Trésor de la cathédrale de Liège au niveau des plus grands Trésors d'églises européens, et à faire en sorte qu'il soit exposé dans une muséographie moderne et aérée sur trois niveaux du cloître de la cathédrale, après deux importantes campagnes d'investissements et de travaux achevées respectivement en 1996 et 2006. Il faut dire que le Trésor de Liège reflète par la diversité et la richesse de ses collections l'importance de la cathédrale Saint-Lambert que les révolutionnaires liégeois, dans leur volonté de détruire le symbole le plus fort de l'ancienne principauté épiscopale, avaient systématiquement démolie à la fin du XVIIIe siècle.

C'est à cette époque que, comme tant d'autres, le Trésor de la cathédrale avait failli être dispersé. Fuyant devant les armées révolutionnaires, les chanoines étaient partis avec leur patrimoine, mais ils avaient été rattrapés à Hambourg. Là, le Trésor avait failli être vendu. Et c'est grâce au nouvel évêque de Liège nommé au début du XIXe siècle par Napoléon qu'en 1804 le Trésor put regagner Liège.

Aujourd'hui, sous la place Saint-Lambert où se dressait jadis la cathédrale, un Archéoforum géré par l'Institut du Patrimoine wallon met en valeur et, surtout fait comprendre les vestiges de l'ancienne cathédrale : il est en quelque sorte l'antichambre, et d'ailleurs le partenaire privilégié, du Trésor désormais installé dans la nouvelle cathédrale Saint-Paul, un des cinq édifices religieux liégeois classés au patrimoine exceptionnel de Wallonie avec Sainte-Croix, Saint-Martin, Saint-Jacques et Saint-Barthélemy. Récemment restaurée, cette dernière abrite pour sa part les anciens fonts baptismaux qui se trouvaient dans une chapelle (Notre-Dame aux fonts) adjacente à Saint-Lambert et détruite en même temps que la cathédrale, des fonts baptismaux du XIIe siècle élevés jadis au rang d'une des sept merveilles de Belgique, à l'instar du Trésor d'Oignies.

Le reliquaire de Charles-le-Téméraire, lui, s'est au fil du temps imposé comme la carte de visite du patrimoine artistique liégeois. D'un poids total d'un peu plus de 5 kg, il comprend sur un

socle oblong de forme hexagonale en argent doré deux statuettes en or représentant l'une le duc de Bourgogne à genoux sur un coussin d'émail et tendant un reliquaire contenant une partie d'un doigt de Lambert, l'autre Saint-Georges (le saint patron des chevaliers) debout derrière le souverain. Le tout dépasse de peu cinquante-trois centimètres de haut, mais l'orfèvrerie trouve ici un plein accomplissement.

La pièce avait été commandée par le duc de Bourgogne en 1467, l'année de son avènement, pour être apportée à la cathédrale liégeoise, mais elle ne fut achevée et donnée qu'en 1471, alors que trois ans plus tôt le pieux donateur, en représailles au soulèvement des Liégeois contre son autorité et au coup de force des « six cents Franchimontois » contre sa personne, avait fait systématiquement piller, incendier et détruire de fond en comble la totalité des maisons de Liège, en épargnant seulement les édifices religieux !

L'autre chef d'œuvre d'orfèvrerie exposé au Trésor de Liège est le buste-reliquaire en argent contenant le crâne de Saint-Lambert. D'une hauteur de un mètre cinquante-neuf, c'est le plus grand buste-reliquaire de l'époque gothique tardive conservé en Europe. Mais un trésor de cathédrale est un conservatoire privilégié de toutes les formes d'art de toutes les époques : en l'occurrence, un ivoire mosan datant des alentours de 1030, une croix-reliquaire attribuée à Hugo d'Oignies (vers 1230), un reliquaire de Saint-Hubert du XVI^e siècle, la superbe Vierge dite des avocats, la plus grande (142 cm) et la plus belle des Vierges liégeoises en argent datant de 1664, la reliure en argent du missel du prince-évêque Joseph-Clément de Bavière, vers 1707, sont autant de pièces exceptionnelles, tout comme les ornements liturgiques conservés soigneusement par Françoise Pirenne, à l'instar de la chasuble de David de Bourgogne, un vêtement somptueux dont on signalait déjà dans les premiers inventaires la beauté et la richesse.

Mais d'autres éléments majeurs du patrimoine artistique liégeois ont, eux, quitté la Cité ardente à l'occasion des troubles révolutionnaires et à Liège, la destruction méthodique de la cathédrale – excès de zèle révolutionnaire unique à l'époque... – n'a rien arrangé. Parfois, ils ne sont pas très loin : une petite église du pays de Herve, à Elsaute, abrite aujourd'hui l'orgue – en parfait état après restauration – réalisé en 1735 par le facteur d'orgues Le Picard pour le chœur de la cathédrale, qui avait été conservé de 1794 à 1929 dans l'église de petit-Rechain.

Parfois cependant, les œuvres d'art liégeoises ont été emportées bien plus loin. C'est à Toulouse, au musée des Augustines, que se trouve depuis 1812 une toile du peintre Bertholet Flémal réalisée, elle, pour le maître-autel de la collégiale Saint-Paul vers 1670. Les Français l'avaient emportée en 1794, hélas pas pour Paris (car en 1815, les Alliés vainqueurs de Napoléon récupèrent au Louvre nombre d'œuvres d'art pillées en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Europe centrale,... mais pour Toulouse, là où s'ouvrit en 1795 le deuxième musée français après le Louvre. Cette *Conversion de Saint-Paul* est une peinture où le conservateur du musée des Augustins, Axel Emery, reconnaît des caractéristiques liégeoises (la force plastique des éléments, les drapés, les harmonies de couleurs) qui sont étrangères à la peinture française, italienne, et même flamande de l'époque.

L'auteur, Bertholet Flémal, n'était pas n'importe qui. Peintre officiel du peintre-évêque, il dominait le marché liégeois du troisième quart du XVII^e siècle. Seul élève connu de Gérard Douffet qui avait lui-même suivi l'enseignement du Caravage en Italie, il symbolise l'apogée de l'histoire de la peinture liégeoise et une « école liégeoise » du XVII^e siècle dont a pu, ces dernières années, démontrer toute l'originalité et la valeur esthétique. L'année même où Bertholet Flémal peignait sa *Conversion de Saint-Paul* pour la collégiale dont il venait d'être désigné chanoine, Louis XIV l'invitait à décorer le plafond de sa salle d'audience au palais des Tuileries à Paris !

On peut rêver, devant le tableau de Toulouse, à son retour à Liège comme Philippe George le fait, mais on ne répare pas aisément les accidents de l'Histoire : les frises du Parthénon à

Londres, le buste de Nefertiti à Berlin, et des centaines de conservateurs de musée de par le monde en savent quelque chose ! Au moins le chef d'œuvre liégeois fait-il l'orgueil du musée toulousain, où il aura finalement, depuis bientôt deux siècles, passé plus de temps qu'à Saint-Paul à Liège, comme le fait observer malicieusement le conservateur des Augustins en versant au passage cet aspect des choses au dossier....

Chapitre 7

Artisans de l'âme, armuriers de luxe

Le magnifique parc du château de Nottingham, dans l'est des Midlands en Angleterre, connu pour la célèbre légende de Robin des Bois, accueille chaque année depuis un demi-siècle un salon international d'armes de luxe, le plus grand d'Europe, qui attire en quelques jours plus de 120.000 visiteurs. Comme l'orfèvrerie hier, ces armes restent aujourd'hui un des ces artisanats bien évidemment lié au métal, et il n'est donc pas étonnant d'y retrouver une entreprise liégeoise, la maison Lebeau-Courally, rivalisant sur leurs terres avec les meilleures armureries anglaises. Aucune d'elles ne voudrait manquer ce rendez-vous, aucune n'ignore non plus la qualité des produits de leur concurrent wallon. Un produit que tout collectionneur rêve de posséder : une arme de chasse prestigieuse et de haute qualité, celle que l'on voit par exemple entre les mains du dernier tsar de Russie Nicolas II lors d'une scène de chasse célèbre où il fut photographié, voici un siècle, avec son épouse.

Fournisseur jadis des cours d'Espagne, d'Italie et de Russie, la maison Lebeau-Courally, toujours rue Saint-Gilles aujourd'hui, fut fondée en 1865 et elle s'inscrit dans la grande tradition de l'armurerie liégeoise, qui acquit ses titres de noblesse dès le XVI^e siècle. A cette époque lointaine, l'organisation du travail était très parcellisée : les fabricants confiaient à des artisans à domicile, dans toutes les communes de la future agglomération, la production séparée de toutes les composantes d'une arme, qu'ils faisaient ensuite assembler et vendaient sous leur nom. Cette façon de procéder permit, au fil des siècles, l'acquisition par chaque artisan d'une exceptionnelle expertise dans son domaine, et déboucha sur la réalisation de produits d'une qualité sans cesse croissante à tous égards.

C'est ainsi que les armes à feu portatives commencèrent à faire la renommée de Liège. Jusque là, le reste de la vallée mosane s'était surtout distingué, grâce à ses nombreux fourneaux, laminoirs, platinerie et fenderies, par la production d'innombrables pièces d'artillerie et de dizaines de milliers de boulets de canon vendus dans toute l'Europe, en France, en Suède, en Espagne. A partir du XVI^e siècle, Liège y ajoute (ainsi que Sedan et Maestricht au début) la fabrication d'armes portatives que les armuriers commenceront à signer après 1600.

A la fin de l'Ancien Régime, selon l'historien incontesté de l'armurerie liégeoise Claude Gaier, on pouvait évaluer l'effectif global employé dans celle-ci à quelque 2.500 artisans dispersés en ville et dans les communes voisines, produisant ensemble pour 70 à 80 fabricants quelque 200.000 armes complètes par an : armes militaires fournies à toutes les armées d'Europe et en de multiples modèles que permettait le travail parcellisé ; armes de chasse, produit précieux pour les armuriers dans les rares périodes de paix à l'époque, et dans lesquels, déjà, des armes de luxe pouvaient rivaliser avec les meilleures productions étrangères du genre ; armes de troc

dites aussi de traite (des noirs...), c'est-à-dire des armes très bon marché vendues aux explorateurs et colonisateurs...

Dès le XVIII^e siècle, certains graveurs liégeois sur métal passés maîtres dans l'art délicat de l'ornementation sont reconnus pour leur talent, tels les frères Joseph et Gille Demarteau qui s'établiront à Paris et y publieront trois recueils d'arquebuserie. Mais c'est le siècle suivant qui sera le siècle d'or de l'armurerie liégeoise, qui connaît alors un essor prodigieux si bien que Liège devient un des tout premiers centres armuriers du monde – si pas le premier même, ose Gaier : au début du XX^e siècle, 140.000 personnes y travaillent, produisant jusqu'à 1.600.000 armes en l'année record 1907.

« L'arquebuserie de luxe est sans doute la plus juste expression artistique du XIX^e siècle liégeois », écrira Claude Gaier en 2007, qui invitait à visiter les salles de l'ancien Musée d'Armes de Liège dont il fut le dynamique conservateur en regardant d'un autre œil les armes fines fabriquées à Liège dans la première moitié du XIX^e siècle : « par le raffinement des formes, par la profusion et par la fantaisie du décor, par le fini de l'exécution, ces armes semblent plutôt destinées à la délectation qu'à l'usage et accèdent ainsi à la qualité d'œuvres d'art. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire qu'un peuple traduirait la meilleure part de son génie artistique dans des objets d'utilité».

La paire de pistolets à silex offerte en 1813 par Napoléon à l'ambassadeur d'Autriche et réalisée par J. Lambert dit Biron, le fusil de chasse à percussion fabriqué en 1829 par J. Devillers pour le prince d'Organe, la monture de fusil sculptée en 1855 par Jean-Michel Tinlot, le fusil exposé à l'Exposition universelle de Paris en 1867 par Pierre Joseph Lemille, ciselé et incrusté d'or par Joseph Boussart, sont autant de chefs d'œuvre de l'armurerie de luxe liégeoise à son apogée.

C'est à cette époque précisément qu'un armurier d'Argenteau, Auguste Lebeau, décidait de créer sa propre fabrique d'armes et, s'entourant d'ouvriers de haut niveau, de se spécialiser dans la production d'armes de chasse de haute qualité, qui seront rapidement distinguées dans les concours internationaux. Fernand Courally lui succèdera en 1896, avant que la firme ne devienne propriété de Joseph Verrees qui la dirige de 1956 à 1982 avant que sa nièce, Anne-Marie Moermans, maintienne la tradition de qualité exceptionnelle de l'entreprise de telle sorte qu'elle figure encore aujourd'hui dans le *top 5* mondial dans un milieu très masculin...

Ainsi qu'aime encore le dire elle-même Anne-Marie Moermans, qui continue à veiller aux destinées de l'entreprise désormais confiée au quotidien à deux anciens de l'Ecole d'armurerie de Liège, les modèles les plus achevés de Lebeau-Courally, toujours réalisés en modèle unique et au goût et choix du client, peuvent nécessiter jusqu'à 400 à 600 heures de travail par des artisans hors pair ! Certaines sont de véritables œuvres de joaillerie, et pour le profane un merveilleux plaisir des yeux : « on peut tout faire, quand on fait de l'artisanat », souligne-t-elle, en partant de 18 kg d'acier et 10 kg de bois dont sortiront un fusil de 2 kg 400.

Rien d'étonnant à ce que l'ensemble muséal du « Grand Curtius », qui a intégré l'ancien Musée d'Armes de Liège, possède 25.000 pièces constituant le plus important musée d'armes au monde, quand on songe à l'importance de l'industrie armurière liégeoise de jadis mais aussi d'aujourd'hui, que ce soit dans l'artisanat de luxe comme Lebeau-Courally, ou dans la production autrement plus diversifiée, moins confidentielle et parfois bien plus médiatisée du Groupe Herstal, dont les travailleurs illustrent encore eux aussi dans leur domaine industrialisé l'*Ars Mechanica*, titre d'un monumental livre-mémorial paru voici trois ans sur l'histoire de l'ancienne FN.

Le Musée d'Armes, comme le rappelle un autre ouvrage sorti de presses quand le « Grand Curtius » ouvrait ses portes en 2009, avait vu le jour dès 1885 à l'initiative de la Ville et du fabricant Pierre Joseph Lemille, alors propriétaire de l'hôtel Hayme de Bomal. C'est là que fut installé le musée, créé au départ pour rassembler un maximum d'armes à feu portatives du monde entier tant à des fins commerciales pour les professionnels que didactiques pour le grand public. Enrichi d'achats et de donations, il étendit au fil des ans son patrimoine à bien d'autres types d'armes.

L'ancien hôtel de maître qu'il occupait avait été construit en 1755 et était classé comme monument, au même titre, non loin de là, sur le quai de Maestricht, de l'ancien hôtel de Jean Curtius, datant lui de l'extrême fin du XVI^e siècle, et reconnu patrimoine exceptionnel de Wallonie. Ce dernier, qui abritait le musée archéologique liégeois, est devenu l'élément emblématique et a donné son nom au nouvel ensemble muséal de Liège : intégrant quatre institutions et la réunion contemporaine de quatre monuments, « le » Curtius, selon l'expression d'un des architectes auteur du projet, Paul Hauteclerc, « à l'instar du Louvre, devint grand ».

Le « Grand Curtius » est donc aujourd'hui l'héritier du Musée d'armes – entre autres – et l'ancien conservateur de ce dernier, Claude Gaier, fut un de ceux qui coordonnèrent le projet avant son achèvement et que Constantin Chariot n'en tienne les rênes durant quelques mois. Plusieurs vitrines y sont consacrées aux armes d'exception : celles qui s'y trouvent ont un peu perdu leur âme, estime Anne-Marie Moermans, en ne vivant plus les saisons de chasses d'autrefois.... Restent les œuvres d'art qu'elles demeurent!

Chapitre 8

Le secret de la vallée

Le géographe Dimitri Belayew entraîne ses élèves, futurs professeurs d'étude du milieu, à Dinant, afin de faire comprendre, sur le terrain, pourquoi dans un site perçu aujourd'hui comme aussi contraignant – pour tout qui a tenté d'accéder en voiture au centre de Dinant ou de traverser celui-ci autrement qu'à pied – une ville s'est installée et développée, et une ville commerçante de surcroît, car si Dinant l'est aujourd'hui, elle l'était tout autant jadis.

Il ne sera pas évident pour ces enseignants, plus tard, d'amener à leur tour leurs étudiants à approcher d'eux-mêmes l'explication s'ils doivent se limiter à observer la topographie dinantaise, car le visage de la ville a été remodelé dans l'entre-deux-guerres lorsqu'elle était alors un vaste chantier de reconstruction pour effacer les traces des destructions du 23 août 1914 : en cette sinistre journée, les envahisseurs allemands avaient massacré près de 700 civils mais aussi incendié plus des deux tiers (!) des immeubles.

Par contre, au nord de Dinant, peu en aval sur la Meuse, le centre ancien de la petite ville de Bouvignes, lui aussi médiéval, a traversé les siècles jusqu'au début de ce troisième millénaire en étant épargné par les conflits mondiaux. Il s'était installé, au Moyen-Age, au débouché d'un affluent de la Meuse et, comme Dinant, au pied d'une pente bordant le fleuve mais ici une pente moins forte qu'ailleurs, si bien que l'accès au plateau dominant la vallée était possible – un accès par chariot, il ne faut pas l'oublier, ce qui veut dire qu'à l'époque toute pente trop raide est un réel obstacle à la circulation des biens.

Sur la place du Marché de Bouvignes, la pente est de 12 %, ce qui est loin d'être négligeable : la place est le long de la voie de circulation principale entre le cours d'eau, axe de transport important depuis l'Antiquité, et le plateau dominé par un château-fort qui commande la porte de la ville. L'enquête de Belayew et de ses étudiants se poursuit sur le plateau lui-même, où il fait observer à ses étudiants que l'on se trouve en présence de conditions quasiment les mêmes qu'en Hesbaye, des terres limoneuses sur un sous-sol drainant, autrement dit particulièrement propices à l'agriculture.

C'est là, sur ce plateau, que sera produite la première richesse de la vallée, les céréales dont la production est pratiquement jusqu'au milieu du XIXe siècle la base de la subsistance puisque c'est la seule denrée que l'on sait conserver entre une récolte et la suivante. « On arrive à produire un excédent dès le courant du Moyen-Age », souligne Belayew, « ce qui sera à l'origine de la fondation des villes, et celles établies dans la vallée seront extrêmement bien placées puisque situées le long d'un couloir d'échanges commerciaux utilisé comme tel très très tôt dans l'Histoire ».

Bouvignes, cité frontière du comté de Namur, aujourd'hui intégrée dans la commune de Dinant, fut longtemps sous l'Ancien Régime la rivale de cette dernière qui relevait, elle, sur l'autre rive de la Meuse, de la principauté de Liège. La topographie médiévale de Bouvignes est encore bien vivante et le directeur de l'Archéologie en Wallonie, Jean Plumier, aime de souligner que « le potentiel patrimonial de Bouvignes est évident à qui parcourt ses ruelles étroites : vingt-cinq monuments classés sont concentrés intra muros, tandis que les vestiges des fortifications émergent çà et là et sont valorisés dans l'ancienne Maison espagnole qui abrite aujourd'hui la Maison du Patrimoine médiéval mosan », dont il fut un des concepteurs.

A Dinant aussi, la « clé » de l'implantation n'est pas que la ville se trouve au pied de la paroi abrupte aujourd'hui dominée par la citadelle mais bien en connexion avec le plateau agricole tant au nord qu'au sud de la cité. La présence du fleuve permettra de surcroît aux artisans de la cité d'écouler bien au-delà des murs de celle-ci les produits de leur savoir-faire.

Dans le « Carnet du Patrimoine » publié en 2009 par l'IPW sur *Dinant, un joyau du patrimoine mosan* sous la direction de Pascal Saint-Amand, Marie Verbeek et ce dernier écrivent bien évidemment eux aussi que « la topographie dinantaise est particulièrement contraignante pour qui souhaite y construire. Coincée sur l'étroite plaine alluviale entre Meuse et rocher, la ville n'a d'autre alternative pour s'étendre que de grignoter les espaces nord et sud depuis la ville haute, centre urbain médiéval né du développement d'un des noyaux du Haut Moyen-Age ».

« Le faubourg nord constitue la ville basse. Il comprend le marché, les quartiers artisanaux des tanneurs, des teinturiers et des drapiers (...). Au sud, la plaine alluviale au pied du rocher est rétrécie par le passage d'un bras de Meuse, qui isole ce qui forme en quelque sorte une île. A l'origine, elle n'est pas bâtie et se trouve d'ailleurs largement extra-muros. Son occupation semble y être d'abord sporadique et ce n'est qu'au XIIIe siècle qu'elle se systématisait d'après les dernières données issues des fouilles archéologiques, » notent encore les auteurs, en précisant que c'est dans ce quartier (qui sera seulement relié au reste de la ville lorsque l'on comblera le bras de Meuse au début du XIXe siècle) que s'implanteront de préférence ceux qui feront connaître le nom de Dinant dans le monde : les artisans du travail du lait.

Chapitre 9

Le mystère des dinandiers

La dinanderie. Le mot désigne encore aujourd'hui à la fois une technique – les opérations de mise en forme d'un métal après l'obtention d'un alliage métallique spécifique – et ses produits : les objets façonnés en laiton, alliage de cuivre et d'un oxyde de zinc, et d'une manière encore plus générale tous les récipients en cuivre. Au Moyen-Age, la réputation de ces objets, lorsqu'ils provenaient de Dinant, était telle que le nom de la ville désigna même, en France, la profession de chaudronnier.

« Une telle confusion entre toponymie et activité économique est exceptionnelle », insiste Marie Verbeek, archéologue du Service public de Wallonie, dans le Carnet du Patrimoine paru sur Dinant, en ajoutant qu'elle correspond à une réalité : au Moyen-Age, la fabrication de ce type de produits est très répandue dans la ville et ils sont exportés dans toutes l'Europe. C'est ainsi qu'en 1329, les marchands dinantais installeront même un entrepôt et un comptoir à Londres, sur les quais de la Tamise, la « Dinanter Halle ».

De nombreux ouvrages scientifiques ont déjà retracé l'épopée des dinanderies au départ des archives. On sait que les origines du travail du métal dans la vallée mosane, y compris à Dinant, remontent au moins au VII^e siècle, et celles du laiton dans cette cité au XI^e siècle. Mais la commercialisation de la production ne se développera qu'au cours du XII^e siècle, après que Dinant, au contraire de Bouvignes, soit sortie en 1070 du giron du comte de Namur, qui n'y voyait qu'un domaine rural, pour dépendre du prince-évêque de Liège, qui voudra au contraire y favoriser l'économie d'échange pour assurer le développement de « sa » cité frontalière face au Namurois.

Dès le tournant des XII^e et XIII^e siècles, des chartes témoignent des relations des marchands dinantais avec Cologne d'où ils importent le cuivre. Via Bruges, ils exportent leurs produits (chaudrons, poêles, chandeliers...) dans toute l'Angleterre. On les retrouve aussi sur les grandes foires françaises de la Normandie à la Bourgogne. Ainsi, grâce à la Meuse qui joue un rôle capital dans ces échanges en autorisant les flux de marchandises, Dinant vit durant plusieurs siècles de la formidable réussite économique de ses fondeurs et batteurs de cuivre, jusqu'à ce que le sac de la ville par le duc de Bourgogne Charles le Téméraire en 1466 (deux ans avant celui de Liège) porte un coup fatal à ceux-ci et à leur cité.

Ces dernières années, de nombreux chantiers de fouilles menés par le Service public de Wallonie sous la conduite de Marie Verbeek notamment ont permis de dégager dans toute la ville, avant des réaménagements urbains, un nombre impressionnant d'ateliers médiévaux (près de douze sur trois sites) et de retrouver des traces tangibles de ce lointain passé jusqu'ici connu principalement par les textes.

Archéologie de la dinanderie

Le cuivre est acheminé depuis les gisements de l'est de l'Europe sous une forme solide, sans doute déjà en lingots. On doit y incorporer la calamine, oxyde de zinc de provenance régionale, moulue dans un moulin spécifique. L'alliage nécessite un savoir-faire et un mode opératoire précis, puisque les températures de fusion des deux minéraux ne sont pas les mêmes.

Le laiton ainsi obtenu est alors mis en forme. Il est soit coulé sous forme de plaques, qui seront ensuite battues pour obtenir des objets par déformation plastique, soit dans des moules qui donnent directement la forme voulue. Les fours découverts à Dinant semblent en grande majorité destinés à la mise en forme des objets de cette dernière manière. En témoigne l'énorme quantité de moules usagés en terre cuite mis au jour.

Les ateliers

Les ateliers exhumés sont toujours associés à un habitat. A l'arrière d'une maison familiale, l'atelier occupe une courette au sol de terre battue. Principale structure mise au jour soit au centre soit à l'arrière de la cour, le four à demi enterré témoigne de l'activité métallurgique pratiquée.

Au sud de la ville, faubourg « en île » urbanisé au XIII^e siècle, sur une zone explorée de 2.000 m² environ, toutes les maisons sont équipées d'un atelier, dont l'évolution a pu être observée du XII^e siècle à 1466. Ce sont des ateliers familiaux où un seul four fonctionne à la fois. Selon des sources historiques, ce quartier est reconnu comme principal lieu de production de la dinanderie.

La découverte d'au moins un atelier dans le jardin d'une maison du centre ancien de la ville vient nuancer l'ancienne vision de la répartition spatiale de l'artisanat de la dinanderie : les artisans ne se cantonnent pas aux limites de l'île. Il s'agit là aussi d'un atelier familial dont l'utilisation est à peine antérieure aux ateliers insulaires.

Enfin, le faubourg nord n'est pas en reste. Trois ateliers y ont été repérés. Là, le laiton semble n'être pas fondu en moules, mais bien en plaques. Deux d'entre eux sont, comme ailleurs, des ateliers familiaux. Mais un troisième présente une organisation différente : plusieurs fours et cuves (de refroidissement ?) sont alignés le long d'une chambre de travail/aération commune, dans laquelle on pénètre depuis la cave de la maison avant. On y devine un souci d'organisation du travail différent.

La production et la diffusion

Les ateliers de « l'île des batteurs » sont aménagés à l'arrière de l'habitat. Dans certaines maisons, une pièce en façade est également réservée à cette activité professionnelle. Dans un cas, la façade conservée est ouverte vers la rue par de grandes baies défendues par de solides barreaux métalliques. Son usage précis reste encore obscur : atelier pour les finitions ? Stockage ? Vente ? D'après les matériaux prélevés, les ateliers dinantais semblent tous produire des objets utilitaires quotidiens, spécialement des chaudrons, d'après les éléments de moules observés.

Si leurs confrères sont des généralistes de la vente, les marchands dinantais s'emparent d'une large part du négoce des matières premières métalliques et de l'exportation des produits de la batterie mosane. Un document signale même, de manière explicite, leur volonté de maximiser leur profit, signe d'une mentalité précapitaliste, tout à fait exceptionnelle à cette époque. À l'origine, ce sont sans doute des artisans qui ont évolué vers le commerce. Ils restent probablement au fil du temps rompus aux techniques de la métallurgie, source de leur succès. La dépression économique qui frappe l'Europe à partir de 1260 n'influence pas négativement leurs activités.

Le déclin

En ce qui concerne la gestion de la ville, dans les limites fixées par l'évêque de Liège, les marchands font cause commune, à partir de 1348, avec les batteurs, en excluant les autres métiers. Le climat social restera tendu entre les parties durant un bon siècle. Alors que les relations entre ces autres métiers et Charles le Téméraire se détériorent, marchands et batteurs tenteront en vain de calmer le jeu, sans toutefois les associer à la gestion de la ville. Les autres

métiers resteront sur leurs positions, ce qui entraînera, en 1466, le sac et la ruine de la ville par le prince bourguignon au point le plus bas de la dépression. La ville ne s'en remettra pas.

L'archéologie a fourni plusieurs exemples de cette destruction. Une série d'ateliers (et les maisons connexes) sont abandonnés et brûlés. D'autres ateliers semblent rester en activité, au moins temporairement, notamment au nord de la ville. Enfin, certains ateliers dont l'abandon est bien postérieur au sac de la ville ont également été mis au jour ailleurs en vallée de la Meuse. Charles le Téméraire porte donc un grand coup au métier des batteurs qui d'une part tentera de se remettre sur pied à Dinant, sans plus arriver au lustre antérieur, et qui d'autre part va migrer vers des lieux plus accueillants et rejoindre des artisans qui sont déjà bien implantés en d'autres villes comme Namur et Bouvignes, en affichant des prétentions moindres que celles des Dinantais.

Benoît TONGLET et Marie VERBEEK, *extrait de Dinant, un joyau du patrimoine mosan, Carnet du Patrimoine n° 53, IPW, 2009.*

La profusion extraordinaires de vestiges archéologiques attire à Dinant des chercheurs étrangers, tels le médiéviste français Nicolas Thomas, spécialiste des techniques du métal et attaché à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP), qui trouve ici dix à vingt fois plus de traces tangibles que celles qu'il avait pu étudier à Paris.

C'est également à Paris qu'au départ de la Maison du Patrimoine médiéval mosan, la direction wallonne de l'Archéologie expédie une dizaine de pièces anciennes (dont le chaudron dit de Bouvignes) comme il s'en trouvait dans toutes les maisons médiévales et que les artisans de Dinant (et de Bouvignes) ont vendues dans toutes l'Europe. En France, elles seront soumises à des analyses en laboratoire qui permettront de déterminer avec précision les particularités de leurs alliages afin de pouvoir, par comparaison, repérer autrement que par les textes les zones géographiques de leur exportation en Europe.

Le Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France se trouve dans les sous-sols du musée du Louvre, et son département de métallurgie y a à sa disposition des outils uniques, comme un laboratoire où on reproduit la composition des alliages d'époque ou encore le seul accélérateur de particules au monde exclusivement dédié au Patrimoine. Là, les technologies les plus sophistiquées sont mises au service de la compréhension des traces les plus modestes du passé dégagées par l'archéologie de terrain, dans une belle interdisciplinarité ouvrant autant d'horizons que de questions. Les protons du Louvre feront-ils progresser la belle histoire des dinandiers ?

Chapitre 10

Un essor au fil de l'eau

Afin de conclure l'émission tout en élargissant les horizons, il fallait revenir au fil conducteur de celle-ci, le fleuve lui-même, aujourd'hui encore une artère majeure du transport fluvial, dont le port de Liège est le troisième de tout le continent européen, juste après Duisburg et Paris.

Ces dernières images évoquant quelques étapes de l'histoire de la navigation mosane étaient l'occasion de faire découvrir au grand public, après tant d'autres scientifiques, celui grâce à qui, pour la première fois en Histoire, un fleuve – la Meuse bien sûr – fit l'objet en 2006, vingt ans après un premier ouvrage sur le sujet, d'une monographie complète dégageant l'importance du rôle joué par le cours d'eau dans tous les aspects du développement de la vallée mosane – « un livre somptueux », devait écrire José Fontaine, « qui prolonge et dépasse les travaux si

essentiels de Félix Rousseau et qui montre mieux que ce dernier que la prospérité de la Meuse a traversé tout le Moyen-Age et ne s'est pas arrêtée aux XII^e ou XIII^e siècles. »

« Nul n'est prophète en son pays » dit le proverbe, et Marc Suttor, médiéviste diplômé de l'Université de Liège en 1977 où il fut assistant de 1984 à 1991, enseigne aujourd'hui à l'Université d'Artois à Arras. C'est là qu'en tant que spécialiste reconnu de ce domaine novateur qu'est l'histoire fluviale, il déposait aussi en 2009 une thèse d'habilitation replaçant le rôle de la Meuse en pays mosan en perspective avec celui d'autres cours d'eau du nord-ouest européen.

C'est donc en toute connaissance de cause qu'il peut affirmer que la Meuse est un des fleuves les plus importants d'Europe dès le Moyen-Age, à l'instar de la Seine, du Rhin ou de la Loire. Très tôt, le cours d'eau fait l'objet de navigations longitudinales (pour descendre ou remonter le fleuve) autant que transversales (pour traverser celui-ci). L'historien dans les archives, les archéologues sur le terrain (notamment en 1998 à la faveur d'un « chômage » du fleuve qui permit d'examiner près d'une centaine de kilomètres de berges mises à sec) ont repéré maintes traces d'installations portuaires, de débarcadères engloutis, comme celui faisant face à l'abbaye d'Hastière, dans l'arrondissement de Dinant, que les plongeurs du Centre d'archéologie fluviale ont inspecté en 2009 sous la conduite de Cécile Anciaux, archéologue attachée au Service Public de Wallonie.

A Hastière, le système de bac qui permettait de traverser le fleuve pour gagner l'abbaye a disparu, comme partout ailleurs excepté à Waulsort (sur la même commune d'ailleurs) où officie le dernier passeur d'eau de Wallonie sur le dernier bac encore en activité. Celui-ci est en service depuis 1871 déjà, ce qui n'est pas rien, mais les traces écrites les plus anciennes de l'existence d'un bac à Waulsort remontent toutefois au XIII^e siècle ! A l'époque, la physionomie du fleuve, non calibré par des berges renforcées, non régulé par des barrages, était tout autre qu'aujourd'hui et sa profondeur nettement moindre, ce qui autorisait des bacs plus grands, propulsés à l'aide de gaffes.

Les conditions de navigation sur la Meuse sont restées les mêmes jusqu'à la canalisation du fleuve. Avant celle-ci, le chenal navigable n'excède pas quatre à cinq mètres, ce qui représente donc la largeur maximale des bateaux mosans ancestraux, un peu à l'instar des chalands des II^e et III^e siècles que l'on a retrouvés à Pommeroeul, sur la Haine, et qui sont exposés à Ath (alors qu'aucun bateau mosan antique ou médiéval n'a été découvert). Ces bateaux sont à fond plat, étroits donc, longs et effilés, atteignant 30 voire jusqu'à 46 mètres de longueur au XVII^e siècle. Le halage des bateaux, lorsqu'il s'agit de remonter le courant, se fera durant des siècles toujours avec des chevaux, non par les hommes.

Des antiques embarcations creusées dans un seul tronc d'arbre jusqu'aux impressionnants bateaux de croisière fluviale actuels qui partagent la Meuse avec de vastes péniches et des navires de plaisance, la construction navale n'a fait que bénéficier de progrès technique au fil des siècles. Certaines de ces productions ont été classées comme monuments dans les années '90 par le ministre du Patrimoine Robert Collignon, qui savait par ses audaces repousser les limites de la notion de patrimoine immobilier lorsqu'il s'agissait de protéger la mémoire du savoir-faire wallon : une péniche en bois du modèle dit « Wallon », aujourd'hui à Thieu ; et les deux bateaux-mouches construits dans les chantiers navals Jabon et frères à Ombret (Amay), le premier pour l'exposition universelle de Paris en 1889, l'autre en 1907, aujourd'hui connus sous les noms de « Touriste I » et « Touriste IV » à Dinant.

Si les Grands Magasins du Louvre avaient commandé en Wallonie un bateau-mouche pour amener leur clientèle au pied de la toute jeune Tour Eiffel en 1889, c'est que la renommée des chantiers navals mosans n'était plus à faire. Elle ne s'est pas démentie depuis. C'est ainsi qu'à Beez, juste à côté des majestueux anciens moulins industriels reconvertis en 1998 par la Région

en centre d'archives et cabinet ministériel, les chantiers navals « Meuse et Sambre », créés en 1906, développent aujourd'hui (à Beez mais aussi Seilles et Monsin) une production de paquebots fluviaux de grande taille et de bateaux restaurants, de bateaux spécifiques et de navires de classe. Et, dans ce registre, c'est à nouveau une commande parisienne que ce chantier naval wallon devait honorer en 2009 en construisant un impressionnant yacht de grand luxe destiné à remplacer au pied de la Tour Eiffel – encore ! – une ancienne péniche amarrée à cet endroit. Un bateau de prestige, sorti tout droit du savoir-faire wallon, pour un emplacement de prestige.